

une pierre angulaire de la nouvelle structure sécuritaire en Europe, il faut qu'il se déroule en parallèle avec le processus politique. Le processus FCE ne doit pas être rendu obsolète par les faits récents dans le domaine politique.

La réunion que nous commençons aujourd'hui nous offre une occasion d'accélérer les négociations de Vienne. Nous devons en tirer le plus grand profit car, malgré les progrès que nous avons réalisés, des problèmes importants demeurent.

Nous espérons que nos partenaires répondront positivement aux propositions qui ont été déposées récemment par les alliés occidentaux et qu'ils contribueront à l'élargissement de ce terrain commun grâce à des propositions et à la souplesse de leur positions. Dans ce cas, nous avons toutes les raisons d'espérer que cette réunion sera l'injection d'énergie dont ont besoin les négociations de Vienne si nous voulons maintenir l'élan déjà imprimé à ces négociations.

Bien que le travail le plus important sera réalisé par nos négociateurs de Vienne, il est évident selon nous que la conclusion dans les meilleurs délais d'un traité exige notre attention politique soutenue. De notre part, nous voudrions en principe que se tienne cette année une réunion des ministres des Affaires étrangères sur les questions de FCE afin de faciliter les progrès sur les questions qui resteront à régler, et nous espérons qu'il en restera peu à cette époque.

Bien que tout en nous concentrant sur les étapes finales de la première phase de la FCE, nous devons également penser à l'avenir au-delà de cet accord. L'accord qui semble maintenant à notre portée est une étape importante vers un nouvel ordre durable et stable en Europe, mais en soi il ne constituera pas une solution à tous les problèmes de sécurité du continent.

Il faut donc qu'il n'y ait aucune rupture dans le processus de réduction des armes classiques après la conclusion d'un premier accord. Les alliés ont déjà prévu des mesures plus poussées pour améliorer la stabilité et la sécurité en Europe, notamment des réductions supplémentaires, l'inclusion de nouvelles catégories d'équipements et des mesures de stabilisation.

L'évolution dans les différents secteurs de la réduction des armements est évidemment liée entre eux. Les mesures de confiance et de sécurité peuvent être une contribution importante à la consolidation de la nouvelle structure qui émerge en Europe.

Les chances qu'un accord START visant à réduire les armes nucléaires stratégiques de moitié